



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme

Faire entendre la voix des victimes : améliorer la prévention grâce à la justice, à la résilience et à l'action parlementaire

Webinaire, 14 h 00-15 h 30 HAEC (heure de Genève), 21 août 2026

Note d'orientation

Contexte

La Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme offre l'occasion d'honorer les victimes du terrorisme, de reconnaître leur dignité et de réaffirmer l'importance de protéger leurs droits.

Ces dernières années, d'importants efforts ont été déployés afin de renforcer les réponses nationales aux besoins des victimes du terrorisme. Dans ce contexte, l'Union interparlementaire (UIP), en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies/Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOCT-UNCCT), a élaboré des Dispositions législatives types visant à répondre aux besoins des victimes du terrorisme et à protéger les droits, en offrant des orientations pratiques pour aider les parlements à mettre en place des cadres législatifs reconnaissant et protégeant les droits des victimes.

S'inscrivant dans le prolongement de ce travail conjoint, le présent webinaire mettra l'accent sur le rôle essentiel des parlements pour traduire les normes législatives en un soutien concret aux victimes du terrorisme.

Les Dispositions législatives types fournissent des orientations sur l'accès à la justice pour les victimes du terrorisme. Elles soulignent l'importance de la participation des victimes aux procédures pénales ainsi que le potentiel des programmes de justice réparatrice. Elles encouragent également les États Membres à prendre en considération les besoins spécifiques des enfants victimes du terrorisme ainsi que des victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre commises par des groupes terroristes.

Si l'adoption de normes législatives constitue une première étape indispensable, leur mise en œuvre demeure un défi majeur. Dans de nombreux pays touchés par le terrorisme, les victimes continuent de rencontrer des difficultés pour accéder à la justice, à l'assistance et à un soutien à long terme. La faiblesse des capacités institutionnelles, le manque de ressources, l'insécurité et l'isolement géographique empêchent souvent les victimes de bénéficier pleinement des droits reconnus par la législation nationale. Dans bien des contextes, elles se heurtent également à des obstacles importants pour accéder à des informations fiables sur leurs droits, les services disponibles et les institutions chargées de leur fournir une assistance. Il en résulte un décalage persistant entre les garanties prévues par la loi et leur application effective.

Dans ce contexte, le webinaire examinera comment les parlements peuvent passer des normes législatives à leur mise en œuvre concrète. Il analysera les moyens par lesquels les parlements peuvent veiller à l'application effective des droits des victimes du terrorisme grâce à la législation, au contrôle parlementaire, à l'allocation de ressources et aux partenariats, tout en reconnaissant la contribution essentielle que les victimes elles-mêmes peuvent apporter au renforcement de la résilience et à la prévention de futurs actes de terrorisme. La discussion portera également sur des

approches innovantes susceptibles d'améliorer l'accès aux services de soutien, en particulier dans les contextes où la présence institutionnelle est limitée.

Objectifs

- Commémorer la Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme en plaçant les victimes du terrorisme au cœur des débats.
- Examiner comment les parlements peuvent traduire les droits des victimes en mesures concrètes de protection et d'assistance.
- Échanger des bonnes pratiques législatives et politiques visant à renforcer l'assistance aux victimes du terrorisme à la justice et à l'assistance.
- Mettre en lumière la contribution des victimes au renforcement de la résilience et à la prévention de futurs actes de terrorisme.
- Explorer des approches innovantes et concrètes pour améliorer l'accès des victimes à l'information, à l'assistance et aux services de soutien, notamment dans les contextes où les capacités institutionnelles sont limitées, et recenser d'éventuelles initiatives de suivi.

Questions directrices

- Quels sont les principaux aspects du droit d'accès à la justice pour les victimes du terrorisme, et comment les parlements peuvent-ils contribuer à garantir la mise en œuvre effective de ce droit?
- Quelles mesures concrètes les parlements peuvent-ils adopter pour renforcer l'assistance, la réadaptation et le soutien à long terme aux victimes ?
- Comment l'expérience des victimes peut-elle contribuer à renforcer la résilience, la prévention et les politiques publiques ?
- Quels sont les principaux défis auxquels les pays sont confrontés dans la mise en œuvre de mécanismes d'assistance aux victimes, en particulier lorsque les capacités institutionnelles sont limitées ?
- Comment les outils innovants et les plateformes numériques peuvent-ils améliorer l'accès des victimes à l'information, à l'assistance et aux services de soutien ?

Programme proposé

Le webinaire sera ouvert par Mme. Anda Filip, Secrétaire général de l'UIP.

Modératrice :

- Mme Marcela Guerra Castillo (Mexique), parlementaire, Présidente du Groupe consultatif de haut niveau de l'UIP sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent

Intervenants :

- M. Roberto Arbitrio, Chef du Service de la prévention du terrorisme, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)
- M. Aristide Melissas Founder of Together Stronger Foundation
- Parlementaires, membre du HLAG (à confirmer)
- Victime du terrorisme ou représentant(e) d'une association de victimes du terrorisme (à confirmer)

Participants

Ce webinaire est ouvert à tous les parlementaires et membres du personnel parlementaire des parlements nationaux et des assemblées parlementaires régionales, ainsi qu'aux représentants d'organisations internationales, d'organisations de victimes et de réseaux de jeunes.

Langues

La principale langue du webinaire sera l'anglais. L'interprétation sera assurée en arabe, en espagnol et en français.

Programme proposé

Session I : Protéger les droits des victimes du terrorisme : *Renforcer l'accès à la justice grâce à l'action parlementaire*

Cette séance examinera comment les parlements peuvent renforcer l'accès des victimes à la justice en transposant les normes internationales et les cadres juridiques nationaux en une législation, des institutions et des mécanismes de soutien efficaces. Une attention particulière sera accordée aux défis auxquels sont confrontés les pays dont les capacités institutionnelles sont limitées.

La première session examinera les cadres internationaux et nationaux existants protégeant les victimes du terrorisme et étudiera comment les parlements peuvent renforcer les réponses législatives et institutionnelles.

- Les droits des victimes à l'accès à la justice
- Obstacles à l'accès à la justice, en particulier dans les pays touchés par le terrorisme ;
- Le rôle des parlements dans le renforcement des cadres juridiques et institutionnels ;
- L'accès à l'assistance juridique, à l'information et aux voies de recours ;
- Contrôle parlementaire et mise en œuvre

Session II : Des victimes aux voix : renforcer la résilience et faire progresser la prévention

La seconde session examinera la manière dont les victimes peuvent contribuer au renforcement de la résilience, à l'élaboration des politiques publiques et aux efforts de prévention. Elle explorera également des approches concrètes permettant d'améliorer leur accès à l'information, à l'assistance et aux services de soutien, en particulier dans les contextes où les capacités institutionnelles sont limitées.

- Le rôle des victimes comme partenaires de la prévention
- La résilience des communautés
- L'action parlementaire
- Les approches innovantes

Résultats escomptés

Le webinaire permettra aux participants d'acquérir des connaissances pratiques sur les moyens de traduire les cadres législatifs en un soutien effectif aux victimes du terrorisme. Il favorisera l'échange de bonnes pratiques, encouragera un engagement parlementaire accru en faveur de la protection des droits des victimes et explorera des approches innovantes permettant de faire en sorte que les victimes soient entendues, soutenues et pleinement associées à la construction de sociétés plus résilientes et à une prévention plus efficace du terrorisme.

Inscription

Veuillez vous inscrire au plus tard le 20 août 2026 en utilisant le [lien](#) suivant